

Pour un municipalisme d'ici

Jonathan Durand Folco

Number 786, September–October 2016

Le réveil écocitoyen – initiatives et mobilisations

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/83184ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Durand Folco, J. (2016). Pour un municipalisme d'ici. *Relations*, (786), 28–30.

POUR UN MUNICIPALISME D'ICI

Pour effectuer une transition écologique basée sur les communs, un système politique décentralisé et plus démocratique plaçant les municipalités en son centre serait une voie porteuse.

Jonathan Durand Folco

L'auteur est doctorant en philosophie politique à l'Université Laval et professeur à l'École d'innovation sociale de l'Université Saint-Paul, à Ottawa

« Il s'agit d'élargir au maximum les espaces et les moyens qui permettent la production de sociétés alternatives, de modes de vie, de coopération et d'activités soustraits aux dispositifs du capital et de l'État. D'élargir au maximum, en d'autres termes, les voies ouvertes à la "sortie du capitalisme", comprise au sens d'un exode biblique qui invente ses "terres promises" chemin faisant. »

ANDRÉ GORZ, *MISÈRES DU PRÉSENT, RICHESSE DU POSSIBLE*, PARIS, GALILÉE, 1997

Si nous prenons au sérieux l'urgence de la transition écologique, il est impératif de reconstruire un imaginaire émancipateur pour tracer les contours d'un projet de transformation sociale crédible et inspirant, mobilisateur et fédérateur nous permettant de rompre avec le modèle de développement dominant. Cela est d'autant plus nécessaire que la social-démocratie et le « socialisme réellement existant » sont restés basés sur une logique productiviste de croissance infinie incompatible avec les limites de la biosphère et que la stratégie royale de la régulation étatique ou de la planification centralisée pour réformer ou changer le système semble largement insuffisante, voire trompeuse et périmée. Certes, la décroissance et l'écosocialisme cherchent aujourd'hui à articuler autrement écologie et anticapitalisme, mais ces discours critiques ne proposent pas d'alternatives globales et concrètes sur le plan pratique et institutionnel. Si la conquête du pouvoir d'État n'est plus garante de l'émancipation, peut-on imaginer un projet politique qui pourrait se déployer à large échelle, dans les villes, les villages et les régions? Et si la forme pratique de l'écosocialisme n'était pas plutôt le *municipalisme*, et que les initiatives écocitoyennes qui se multiplient ces dernières décennies incarnaient en fait une transition basée à la fois sur les *communs* et sur les *communes*?

Tout d'abord, il faut remarquer que la plupart des résistances écologistes, des expérimentations collectives, des projets locaux alternatifs, des innovations sociales et des « utopies concrètes » que nous pouvons observer à travers différents mouvements (villes en transition, Zones à défendre, logiciels libres, systèmes d'échanges locaux, coopératives intégrales, monnaies complémentaires, etc.) mettent en pratique – souvent sans le savoir – le principe du *commun*, c'est-à-dire une propriété collective des ressources qui va au-delà de la dichotomie marché/État. Bref, les pratiques qui inventent le monde de demain n'ont pas besoin d'une grande théorie révolutionnaire pour expérimenter de nouvelles formes de vie, et c'est une bonne nouvelle! Mais il



n'en demeure pas moins que le principe du commun permet de fédérer les idées d'égalité, de coopération, de partage, de participation, d'auto-gouvernement, de re-localisation et de résilience socio-écologique pour guider les luttes et les initiatives qui surgissent des crises de notre époque. Comme le notent Pierre Dardot et Christian Laval: « Terme central de l'alternative au néolibéralisme, le "commun" est devenu le principe effectif des combats et des mouvements qui, depuis deux décennies, ont résisté à la dynamique du capital et ont donné lieu à des formes d'action et de discours originales¹. »

En effet, le commun se dresse contre ce que David Harvey nomme les processus d'« accumulation par dépossession », qui se manifestent par une seconde vague d'*enclosures* et de privatisation des terres, des semences, des services publics et des idées. La préservation du monde et la défense des « communs » sont étroitement liées, en articulant la résistance à la création d'une multitude de formes non orthodoxes de partage de la propriété et de façons d'habiter le monde. En plus de leur profonde actualité historique, les communs s'avèrent particulièrement intéressants sur le plan écologique. L'économiste Elinor Ostrom a

analysé comment des forêts, des pâturages, des zones de pêche et des systèmes d'irrigation, notamment, pouvaient être administrés de manière locale, équitable, efficace et durable par une communauté sans passer par la propriété privée ni par l'État. Les communs ont une très longue histoire et peuvent prendre de multiples formes en fonction des contextes locaux, des milieux de vie et des coutumes afin de gérer démocratiquement des ressources partagées. Leur polyvalence permet ainsi d'éviter les approches unilatérales tout en présentant une alternative structurelle au capitalisme et en esquisant les contours d'un nouveau système économique. En effet, les communs constituent une base pour la production, la distribution et la consommation de biens et services dans une foule de secteurs : primaire (ressources naturelles, agriculture), secondaire (coopératives industrielles), tertiaire (épicerie et commerces solidaires), quaternaire (culture, soins, éducation, santé).

La commune au service des communs

Évidemment, une simple multiplication des communs ne saurait suffire à renverser le système capitaliste et à remplacer l'État. Une stratégie robuste de transformation sociale doit compléter la logique expérimentale des initiatives locales par des réformes institutionnelles et éventuellement par une rupture politique. Or, le peuple ne peut plus se contenter de prendre l'appareil d'État pour le faire fonctionner à son propre compte.

Une transition écologique basée sur les communs serait incomplète sans la construction d'un nouveau système politique davantage démocratique et décentralisé. Le *municipalisme* (ou communalisme), qui fait de la municipalité (ou de la commune) le cœur d'une transformation démocratique de la vie sociale, économique et politique pourrait en ce sens se substituer à l'*étatisme*. Dans un contexte de cynisme et de désengagement politique, la solution ne passerait-elle pas, en effet, par la décentralisation des pouvoirs et la démocratisation de toutes les institutions, en commençant par les municipalités afin d'expérimenter de nouvelles formes de démocratie participative, délibérative, directe, active et inclusive ? La « communalisation » pourrait ainsi permettre de combiner la mise en commun (*commoning*) de ressources partagées – qui se fait, justement, sur le principe de l'autogestion et de la participation – et la municipalisation démocratique des services publics et de l'économie.

Évidemment, le peuple ne peut pas s'emparer de la machine municipale telle quelle, d'autant plus que celle-ci, du moins au Québec et au Canada, demeure une simple créature de l'État. Il

s'agit plutôt d'instituer de nouvelles communautés politiques, à l'instar de la Cité athénienne et de la Commune de Paris, à d'autres époques, ou encore plus récemment des communes démocratiques du Rojava mises en place par le mouvement kurde, en Syrie.

Un municipalisme québécois

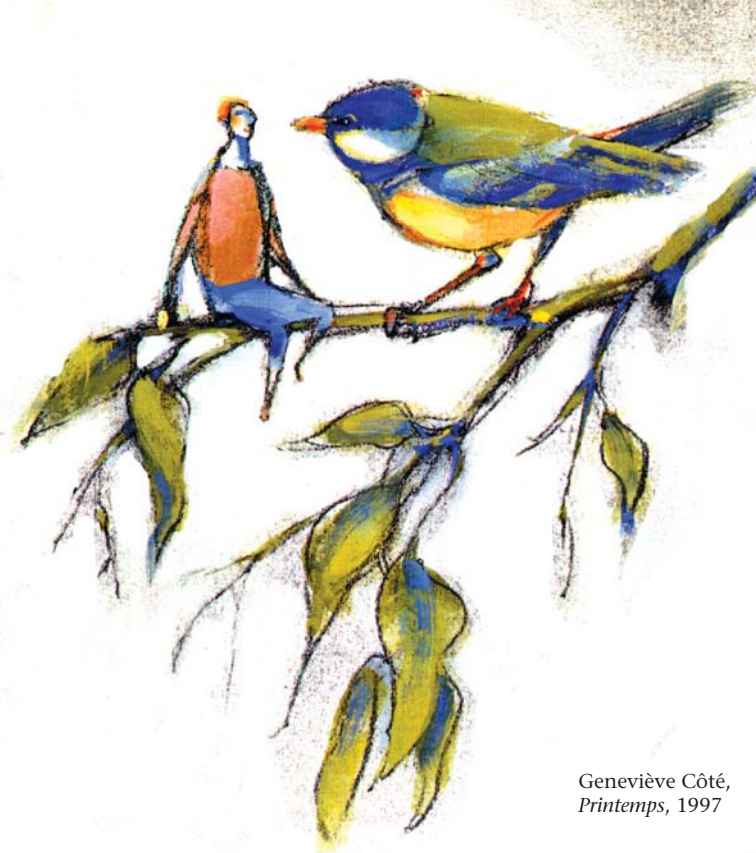
Si nous essayons de situer le municipalisme dans le contexte québécois, il apparaît que la municipalité constitue le terrain privilégié de l'écocitoyenneté. Sur le plan environnemental, la communauté locale et territoriale a une signification écologique plus immédiate, sensible et concrète pour les personnes qui partagent un même milieu de vie. De nombreuses mobilisations citoyennes – opposées aux projets d'exploitation et de transport des hydrocarbures dans la vallée du Saint-Laurent et en Gaspésie – ont d'ailleurs investi les conseils municipaux pour que les élus locaux prennent position et protègent l'eau potable. Une conscience *territoriale* semble ainsi se développer à travers des mouvements comme « Coule pas chez nous ! » et « Touche pas à mes régions ! ». Ceux-ci contestent la centralisation du pouvoir dans les mains d'un État au service des intérêts privés, lequel soutient les grandes industries extractives tout en supprimant les leviers de développement local et régional – réalité qui s'accroît sous l'actuel gouvernement libéral.

Une transition écologique basée sur les communs serait incomplète sans la construction d'un nouveau système politique davantage démocratique et décentralisé.

Or, les initiatives locales et les communs mis en place grâce à l'auto-organisation et à la mobilisation citoyennes nécessitent un accès à des espaces, à des outils et à des modifications de règlements pour se déployer pleinement. Il faut donc veiller à ce que les municipalités ne soient plus des *freins*, mais des *tremplins* de la communalisation. Les villes et les villages ayant à cœur la transition écologique pourraient ainsi créer un « écosystème institutionnel » plus favorable aux expérimentations collectives, en utilisant leur champ grandissant de compétences : transports publics, aménagement du territoire, culture, environnement, développement économique local, etc. Pourrait-on imaginer ici la création de multiples fiducies foncières communautaires² comme dans certaines villes américaines (Burlington, Madison), ou encore l'adoption d'une « Charte des communs urbains » en prenant l'exemple de la ville italienne de Bologne, laquelle vise à instituer une co-gestion des communs par les citoyens et la commune ?

Évidemment, les municipalités manquent encore de ressources financières et restent soumises aux injonctions de l'État. Mais il est toujours possible de créer un mouvement plus large en faveur de la démocratie locale afin de renforcer la participation citoyenne. Par exemple, le collectif D'abord solidaires créait le Réseau national sur la démocratie municipale (RNDM), en 2006, qui visait à « rallier autour d'un agenda citoyen les personnes intéressées à développer et élargir les mécanismes démo-

Geneviève Côté,
Équilibriste, 2002



Geneviève Côté,
Printemps, 1997

cratiques dans les municipalités du Québec³». Malgré la fin hâtive de l'initiative, en 2009, les luttes contre les hydrocarbures, le mouvement étudiant et la mobilisation contre l'austérité, notamment, sont revenus sur le devant de la scène depuis cinq ans et pourraient donner un nouvel élan au municipalisme, à condition bien sûr de mettre en place un nouveau véhicule politique.

C'est pourquoi il serait pertinent de créer un « Réseau d'action municipale », lequel ne serait pas une simple initiative de la société civile comme le RNDM, mais un mouvement politique combatif, visant à créer un « front municipal » ou une alliance de « villes rebelles » contre l'État. Il s'agit moins de créer un parti de centre gauche, comme le défunt Rassemblement des citoyens de Montréal (RCM), que de s'inspirer du Front d'action politique (FRAP) qui était issu d'une convergence entre les comités citoyens, le mouvement étudiant et le « deuxième front » syndical, avant d'être écrasé tragiquement lors de la crise d'Octobre 1970. Il ne s'agit pas ici d'imiter le passé, mais de réactualiser les promesses inaccomplies de la gauche municipale dans des circonstances historiques inédites pour répondre aux problèmes actuels. Une plateforme numérique participative permettrait du reste de mettre en réseau une foule d'assemblées citoyennes et d'initiatives déjà existantes pour échanger sur des enjeux, des revendications, des luttes et des expériences collectives entre différentes municipalités.

De plus, une initiative municipaliste panquébécoise pourrait commencer à surmonter le clivage pernicieux entre Montréal et les « régions ». Comme le notait Antonio Gramsci à propos de l'Italie de son temps, qui était traversée par une profonde divi-

sion entre le nord et le sud, l'une des tâches cruciales d'un projet de transformation sociale consiste à résoudre la « question régionale » en favorisant une alliance des classes subalternes des milieux urbains et ruraux contre les élites politiques et économiques. La création d'un large mouvement basé sur les valeurs communes de participation, de démocratisation, de décentralisation, de solidarité inter-municipale, d'égalité sociale et de transition écologique, pourrait ainsi favoriser l'émergence d'un bloc « local-démocratique » composé des collectivités territoriales, urbaines, rurales et régionales contre le « bloc oligarchique » de la finance, des industries extractives, des banques et de l'État.

À l'instar des « plateformes de confluence municipale » de villes comme Barcelone, Madrid et Valence, dont les candidats ont pris le pouvoir aux élections municipales espagnoles de juin 2015, nous pourrions même essayer de surmonter la dichotomie entre mouvements sociaux et partis politiques par des convergences locales de forces progressistes. Sur le plan électoral, il pourrait s'agir d'appuyer des candidatures citoyennes et populaires partageant les principes du mouvement ainsi qu'un code d'éthique innovant basé sur les principes suivants : limitation et révocabilité des mandats, limitation des privilèges et de la rémunération des élus (revenu médian), transparence radicale des décisions et de l'agenda de rendez-vous, etc. Des candidatures indépendantes dans les petites municipalités, ou encore de nouveaux partis de gauche avec des plateformes locales élaborées par et pour les gens pourraient ainsi créer une brèche dans le système politique municipal.

Il ne s'agit pas ici d'imiter le passé, mais de réactualiser les promesses inaccomplies de la gauche municipale dans des circonstances historiques inédites pour répondre aux problèmes actuels.

Le municipalisme pourrait enfin favoriser l'émergence d'un « patriotisme décentré », c'est-à-dire le développement de multiples sentiments d'appartenance basés sur la participation citoyenne à différentes échelles. Bien que ce patriotisme municipal-régional reste encore à inventer, celui-ci possède des racines bien réelles dans les formes de socialisation de jadis, où les gens se rencontraient sur les parvis des églises. Bien sûr, il ne s'agit pas ici de revenir au « bon vieux temps », mais plutôt de relire l'histoire pour y trouver de nouvelles armes, ou, pour reprendre la formule de Walter Benjamin, de « flairer l'actuel, si profondément qu'il se niche dans les fourrés de l'autrefois⁴ ». ©

1. Pierre Dardot, Christian Laval, *Commun. Essai sur la révolution au XXI^e siècle*, Paris, La Découverte, 2014, p. 16.

2. Voir Hubert Lavallée, « La fiducie foncière communautaire, une solution d'avenir », *Relations*, n° 785, août 2016.

3. Jocelyne Bernier, « Conquérir le pouvoir citoyen », *À Bâbord*, n° 22, décembre 2007.

4. Walter Benjamin, « Sur le concept d'histoire », §XIV, dans *Œuvres III*, Paris, Gallimard, 2000, p. 439.

POUR PROLONGER LA RÉFLEXION

Consultez nos suggestions de lectures, de films, de vidéos et de sites Web en lien avec le dossier au www.revuere relations.qc.ca